



STOP au mépris pour les élèves, les enseignants et l'école publique ! **NON à la casse, OUI aux revendications !** **TOUS en GREVE LE 20 novembre**

Depuis la rentrée scolaire 2008, les enseignants des écoles, les parents, les élèves voient l'Ecole publique remise en cause dans ce qui a fait ses fondamentaux. Contre l'avis du Conseil Supérieur de l'Education les réformes s'enchaînent à un rythme soutenu sans aucune évaluation de ce qui existait.

Depuis la rentrée, les actions des enseignants et des parents ont montré que la prise de conscience de la nocivité des mesures prises grandissait et rassemblait de plus en plus. Ainsi, dans le département AG locales, Rassemblements divers, vœux des conseils d'Ecole, rejet des avenants, gel des 60 heures... se sont enchaînés. Ce gel qui s'avère efficace en posant problème à l'administration, s'oppose à la casse de l'aide spécialisée aux élèves. Les organisations signataires soutiennent tous les enseignants engagés dans ce gel. Administration et ministre s'inquiètent. Ils multiplient pressions individuelles et collectives, tentatives d'achat des enseignants à coup de primes diverses ou même de passation de marché pour surveiller les luttes et leurs acteurs. Dans le département l'IA se montre particulièrement menaçant sur les salaires des enseignants pour tenter de les isoler, de les individualiser. Il tente d'opérer des divisions entre les parents et les enseignants, entre les enseignants entre eux.

Les enseignants et parents des écoles ont participé très nombreux à la manifestation nationale du 19 octobre. Pour autant, le ministre de l'Education Nationale n'a apporté aucune réponse au mécontentement et aux revendications exprimées. C'est le métier, l'engagement professionnel et le statut des enseignants des écoles au service des élèves qui sont dévalorisés, critiqués et remis en cause en permanence. Les parents sont culpabilisés de l'échec de leur enfant.

Avec la suppression de 2h d'enseignement chaque semaine pour tous les élèves, la parution de nouveaux programmes inacceptables, la suppression de 3000 postes RASED par an pendant 3 ans en transférant ces aides spécialisées sur tous les enseignants, la destruction programmée de l'Ecole maternelle pour la remplacer par un Jardin d'enfants, la révision de la semaine scolaire imposée en vue de transférer encore davantage des coûts de l'Education Nationale vers les collectivités locales (travail du mercredi ?) s'ajoute la remise en cause de l'exercice du droit syndical, du droit à l'expression des enseignants dans les conseils d'école, la confusion entretenue entre temps d'accueil et temps d'Enseignement (SMA) ...

Pour la première fois dans le premier degré, **une augmentation de près de 20 000 élèves s'accompagnera de la suppression de 5500 postes**, et (sans aucune évaluation) de l'annonce de la suppression des réseaux d'aides aux élèves en difficulté.

Qui peut croire qu'avec cette saignée de moyens l'école pourrait mieux réussir ?!

Les organisations syndicales et de parents du 94, SNUipp, SNUDI-FO, SE-UNSA, SUD Education, CGT Educ'action et FCPE appellent les collègues et les parents à agir tous ensemble :

- **POUR** l'abandon des mesures DARCOS (*suppressions de postes, décrets, disparition des RASED, Nouveaux Programmes, EPEP, Jardins d'enfants, la remise en cause du droit de grève...*)
- **POUR** un développement de la maternelle (15 par classe en PS, 25 ailleurs) et **abaissement des effectifs** dans les classes
- **POUR** une extension des RASED de façon à répondre à la réalité des **besoins des 15% d'élèves** ciblés par le Ministre (*actuellement seulement 5% reçoivent une aide*)
- **POUR** la reconnaissance et la prise en compte du temps réellement investi par les enseignants dans l'exercice du métier

Faisons du 20 novembre une journée école morte
Les enseignants en s'engageant dans la grève
Les parents en laissant l'Ecole déserte, en ne mettant pas leur enfant à l'école

Ils appellent en outre à participer à la manifestation régionale (14h30 Luxembourg vers Ministère) et à décider en Ag locales unitaires (cf liste jointe) des suites à donner à l'action du 20/11.

D'ores et déjà, elles appellent en outre les enseignants et les parents à organiser dans toutes les circonscriptions, des **rassemblements devant les IEN**, des débats parents enseignants élus, à poursuivre la signature des textes et motions de défense des RASED, de refus des avenants ...

Elles s'engagent à se revoir le lundi 24/11 pour examiner la situation et prendre toutes initiatives propres à aider au rassemblement.